

Conakry, Guinée, 6 août (Infosplusgabon) - Le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG Arc-en-ciel, parti au pouvoir) a désigné, sans surprise, jeudi, le président sortant, Alpha Condé, comme son candidat à l'élection présidentielle du 18 octobre prochain à l'issue de sa Convention nationale de 48 heures, a-t-on constaté.

Présent au moment de sa désignation pour défendre les couleurs du RPG et des partis alliés dans la Salle des Congrès du "Palais du peuple", le candidat a dit qu'il a pris « bonne acte » de la décision de la Convention nationale, dénoncée par les partis d'opposition qui avaient averti qu'ils ne participeraient pas au scrutin si le président sortant est candidat.

Venus des huit régions du pays, les délégués, les membres du bureau politique du RPG et les partis alliés ont affirmé qu'il n'y a pas encore dans le pays un meilleur candidat, autre que le leur, dont le second et dernier mandat de cinq ans prendra fin en octobre.

La nouvelle Constitution, adoptée le 22 mars dernier par référendum, boycotté par plusieurs partis de l'opposition, permet au chef de l'Etat sortant de briguer un autre mandat, porté cette fois à six ans, renouvelable une seule fois.

Le Président Condé, qui ne s'était jamais prononcé clairement sur son éventuelle candidature au-delà de son second et dernier quinquennat, se bornait toujours à déclarer que c'est le peuple qui décidera.

Au cours de la Convention nationale, les intervenants ont affirmé qu'en dix ans, le chef de l'Etat sortant a posé des actes, mettant notamment le pays « sur les rails du développement économique » et de la démocratie car, selon eux, « il n'y a aucun prisonnier politique dans le pays ».

A la veille de l'ouverture des assises de la Convention nationale du RPG, les attaques sont devenues quasi quotidiennes dans la presse et sur les radios communautaires à l'encontre de l'Imam Ratib de Conakry, El hadj Mamadou Saliou Camara, accusé de ne pas jouer son rôle, comme son homologue du Mali, Mahmoud Dicko, qui mène, depuis juillet, une fronde contre « la mauvaise gouvernance » dans le pays.

«Je n'insulte et ne maudit personne. Je ne fais pas de politique comme mon homologue du Mali qui a toutefois participé en 2013 à l'élection du chef de l'Etat malien », a-t-il déclaré à la presse en réagissant aux attaques dont il est l'objet.

Toutefois, dans son sermon lors de la fête de l'Aïd El Kébir, célébrée la semaine dernière, il avait dit qu'il implorait Dieu de ne pas donner le pouvoir à celui qui veut le confisquer et à celui qui ne sera pas soucieux de l'unité nationale.

On rappelle que depuis plus d'un an, le Front national pour la défense de la démocratie (FNDC), constitué d'acteurs de la société civile, d'artistes, d'hommes politiques, entre autres, ont organisé plusieurs manifestations de protestation qui se voulaient pacifiques, mais qui ont fini dans la violence, faisant plusieurs tués parmi les éléments des forces de l'ordre et des manifestants.

A la demande de l'Association des parents d'élèves qui ont mis en avant l'argument de la tenue en ce moment des examens nationaux, le FNDC a accepté de surseoir à la manifestation, prévue ce jeudi dans tout le pays, selon les organisateurs qui assurent aller jusqu'au bout pour contraindre Condé à quitter le pouvoir.

FIN/ INFOSPLUSGABON/PLM/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon